Orthodoxie et extrêmes droites en Roumanie : du fascisme des années 1930 à l'ultramontanisme contemporain

Autor(en): **Gillet, Olivier**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **7 (2000)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-19454

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ORTHODOXIE ET EXTREMES DROITES EN ROUMANIE

DU FASCISME DES ANNEES 1930 A L'ULTRAMONTANISME CONTEMPORAIN

OLIVIER GILLET

Entre les deux guerres et depuis la chute du communisme en 1989, les relations entre l'orthodoxie, le nationalisme et les mouvements d'extrême droite en Europe orientale et balkanique ont posé de nombreuses difficultés d'interprétation. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'orthodoxie et les Eglises orthodoxes, en tant qu'institutions nationales, furent instrumentalisées par des mouvements de droite radicale ou de type fasciste. En Roumanie, l'orthodoxie fit partie intégrante de l'idéologie légionnaire et l'Eglise orthodoxe roumaine, ou certains de ses représentants parfois les plus illustres, développa, et c'est encore le cas aujourd'hui, des positions nationalistes radicales, voire une idéologie fascisante et antisémite.

Dans les Balkans, mais aussi en Europe centrale et orientale, la religion et la politique sont restées particulièrement indissociables dans les empires byzantin et ottoman. Depuis le 19e siècle, les Eglises orthodoxes se sont assujetties aux Etats qui se sont formés sur les cendres de l'empire ottoman. Depuis lors, des relations étroites se sont établies entre les Eglises, les Etats et les nouvelles «nations» chrétiennes balkaniques. Les Eglises autocéphales, désormais «nationales», ont, depuis la fondation des Etats chrétiens, joué un rôle déterminant, tout en devenant des instruments des Etats et des partis politiques qui y ont trouvé une légitimité culturelle, idéologique et politique.

Les Eglises orthodoxes balkaniques ont développé une ecclésiologie largement empreinte des nationalismes du 19e siècle et de l'Entre-deux-guerres. Elles ont ainsi tendance à constituer un obstacle à la démocratisation des Etats, voire à se laisser impliquer dans les conflits politiques et «ethniques». L'équation entre confession, Etat et nation/ethnie constitue véritablement la clé de voûte de l'ecclésiologie orthodoxe balkanique. Les relations entre les Eglises, les Etats et les nations se trouvent ainsi définies dans un système ecclésiologique et idéologique qui ne peut laisser de place à une véritable séparation entre les domaines spirituel et temporel, malgré les constitutions actuelles qui garantissent, soit la séparation de l'Eglise et de l'Etat, soit l'égalité des cultes et la liberté de conscience.

 Depuis le 19e siècle, l'Eglise orthodoxe roumaine fut instrumentalisée dans le

cadre du nouvel Etat roumain fondé en 1859 et durant les dernières décennies du 19e siècle. L'orthodoxie était, dès les origines de l'ancien royaume, le *Regat,* la religion dominante du peuple et de l'Etat roumain. L'Eglise orthodoxe était, selon les deux grandes Constitutions de 1866 et de 1923, l'Eglise nationale dominante, en d'autres mots, l'Eglise d'Etat du nouveau royaume. Lorsque l'Eglise orthodoxe roumaine est devenue autocéphale et nationale en 1885, elle s'intégra dans le cadre de l'Etat moderne au point de s'identifier à celui-ci, événement qui détermina son rôle dans la société roumaine jusqu'à nos jours.
Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Roumanie, c'est à dire les anciennes provinces unies de Moldavie et de Valachie *(Tara românească),* était peuplée à plus de 90% d'une population orthodoxe. Au lendemain de la Grande Guerre, la Roumanie acquit la Transylvanie, la Bessarabie, la Bucovine septentrionale et le Quadrilatère bulgare (Dobroudja méridionale). Elle vit ainsi sa surface doubler de superficie avec de nouvelles populations «non roumaines» de confessions non-orthodoxes. La Roumanie se trouvait donc devant de nouveaux défis qui allaient déterminer l'ensemble de la politique de l'Entre-deux-guerres: de nombreux conflits sociaux, une crise économique importante et les questions nationales. La politique roumaine fut désormais dominée par le problème de la cohabitation des Roumains avec une multitude de minorités nationales et confessionnelles. Citons principalement le problème des Hongrois de Transylvanie, mais aussi des différentes confessions de cette région, le gréco-catholicisme (l'Eglise roumaine unie ou «uniate»), le catholicisme romain, le luthéranisme, le calvinisme, l'unitarisme et, bien sûr, la «question juive», surtout en Bessarabie et en Moldavie.

FASCISME ET ORTHODOXIE

Dans ce contexte, la Roumanie connut, à l'instar du reste de l'Europe et des Balkans, la montée de mouvements de type fasciste, comme la Ligue de la Défense nationale chrétienne (L. A. N. C., 1923) d'Alexandre C. Cuza (1857–1947) et surtout le mouvement légionnaire, dominé par la personnalité particulièrement charismatique de son fondateur, Corneliu Zelea Codreanu (1899–1938). Ce dernier fonda en 1927 la Légion de l'Archange Michel qui devint la Garde de Fer en 1930 après la fusion avec les Fraternités de la Croix (1925).[1]
Le fascisme roumain, ou plus exactement le «légionnarisme», occupe une place particulière dans le cadre de l'histoire des fascismes européens. Le mouvement légionnaire et son idéologie sont en effet intrinsèquement liés à l'orthodoxie roumaine, ce qui lui garantit un grand succès parmi les masses pay-

sannes.[2] Il s'agit d'une forme de fascisme qui s'appuya largement sur une mystique orthodoxe liée au fait national.[3] L'ultranationalisme légionnaire et sa composante religieuse orthodoxe sont à ce point liés qu'ils forment un tout indissociable. Le mouvement légionnaire puisait ses sources dans le «roumanisme» et la «mystique de l'ultranationalisme», défendu par de nombreux théologiens, philosophes et intellectuels de l'Entre-deux-guerres, et constituait ainsi une forme d'ultranationalisme messianique. Le légionnarisme n'était donc pas une exception dans l'environnement culturel et idéologique des années 1930 en Roumanie. Il constituait, d'une certaine manière, l'aboutissement d'une évolution idéologique et intellectuelle depuis quasiment plus d'un demi siècle.

Lors des élections de 1937, la Garde de Fer (sous le nom de «Tout pour le Pays») devint véritablement la troisième force politique en Roumanie, après les deux grands partis historiques, le Parti national paysan et le Parti national libéral. En 1940, suite à l'abdication du roi Carol II (1930–1940), après le désastre de l'Arbitrage de Vienne qui permit à la Hongrie de Horthy de récupérer une partie de la Transylvanie et la catastrophe du Pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 qui attribua la Bessarabie à l'U. R. S. S., la Roumanie connut en 1940 l'installation de l'Etat national légionnaire avec Ion Antonescu (1882–1946) et Horia Sima (1906–1993), leader des légionnaires depuis la mort du Capitaine Codreanu. En janvier 1941, après la tentative de coup d'Etat de la part des légionnaires, Antonescu mata la rébellion du mouvement légionnaire avec l'approbation d'Hitler.

Parmi les auteurs roumains qui écrivirent entre les deux guerres sur la question des liens entre l'orthodoxie, la politique et la nation roumaines, citons surtout les cas de Nae Ionescu (1890–1940),[4] auteur qui inspira largement l'idéologie de la Garde de Fer, de Constantin Radulescu-Motru (1868–1957),[5] écrivain contesté par les auteurs orthodoxes notamment pour sa vision de l'orthodoxie en tant que composante de la nation roumaine, et les auteurs antisémites et antimaçonniques célèbres comme Nicolae C. Paulescu (1869–1931)[6] et Ioan Gh. Savin (1885–1973).[7] Si le statut de l'orthodoxie, comme composante de l'«ethnie» roumaine, ne fit pas l'unanimité parmi les auteurs de cette époque, l'orthodoxie se trouvait en général au centre des débats en tant qu'élément fondamental de l'identité nationale et de l'Etat roumain.

Parmi l'ensemble de la production roumaine sur le sujet, il faut accorder une attention particulière à la revue *Gândirea (La Pensée)*.[8] Cette revue fondée à Cluj en 1921, est révélatrice d'un véritable mouvement de pensée d'extrême droite, le «gândirisme», entre les deux guerres, qui compta parmi ses membres des personnalités de l'Eglise orthodoxe roumaine. Cette revue inspira notamment le mouvement légionnaire dans les années 1930. A partir de 1926, le célèbre théologien Nichifor Crainic (1889–1972) devint le directeur du comité de

rédaction de la revue. De nombreux théologiens orthodoxes, dont le fameux théologien Dumitru Staniloae (1903–1993), participèrent à ce mouvement qui fit l'apologie de la tradition, de l'autochtonisme, de l'orthodoxisme, du roumanisme, de l'ethnocratie roumaine et de l'«homme nouveau». Cette revue fut en quelque sorte une synthèse entre les fascismes européens et l'orthodoxie nationale roumaine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la revue appuya sans réserve la guerre menée par l'axe Rome–Berlin, comme en témoignent les articles de la période 1940–1944.

ORTHODOXIE ET ETHNOCRATIE

Les auteurs de la hiérarchie orthodoxe des années 1930 qui ont écrit des ouvrages ou des essais apologétiques sur le rôle de l'orthodoxie dans le cadre du nationalisme en Roumanie sont nombreux.[9] Songeons principalement à Staniloae dont la production théologique fut particulièrement impressionnante et dont on citera l'ouvrage célèbre *Orthodoxie et roumanisme*.[10]
Un livre mérite une attention toute particulière: l'ouvrage de Nichifor Crainic, *Orthodoxie et ethnocratie. Avec une annexe: le programme de l'Etat ethnocratique* (1938).[11] Cet ouvrage fait la synthèse des conceptions nationalistes roumaines dont la spiritualité orthodoxe constitue un des éléments essentiels. L'antisémitisme en constitue une des principales composantes puisque le nationalisme roumain consiste à lutter contre toutes les forces occultes et internationales capitalistes, bolcheviques et «judaïques» qui menacent l'authenticité de la nation roumaine orthodoxe et la paix mondiale. Le théologien orthodoxe reprend ainsi toutes les théories du complot judéo-maçonnique, bolchevique et satanique qui se sont développées depuis le début du siècle en Roumanie, surtout par Paulescu. La société roumaine doit être dirigée selon les lois du Christ par la majorité ethnique autochtone roumaine qui doit se réapproprier les structures de l'Etat aux mains des minorités juives et maçonniques ou marxistes. Crainic fait ainsi l'apologie du fascisme italien, «Etat confessionnel catholique», parce qu'il s'oppose à l'Etat laïc démocratique de type français et à l'athéisme bolchevique et intègre ainsi la spiritualité chrétienne au sein même des structures de l'Etat. Mussolini est donc le chef d'Etat par excellence qui a dépassé les contradictions des anciens systèmes politiques «anarchiques»: «Au lieu de l'anarchie, de la liberté de pensée, de la franc-maçonnerie athée, le fascisme a réintroduit Jésus Christ dans le cœur généreux et enthousiaste du peuple italien.»[12] «Latine, impériale, papale et fasciste, la Cité éternelle est investie à nouveau de la mission d'apporter le salut à l'Europe [se trouvant] dans le chaos social et politique de notre époque.»[13] C'est pourquoi

l'auteur développe son programme sur l'ethnocratie roumaine selon la formule qu'il reprend du célèbre historien roumain Nicolae Iorga (1871–1940): «La Roumanie aux Roumains, à tous les Roumains et seulement aux Roumains.» Le peuple doit être défini par «une identité historique, une homogénéité de sang, une unité spirituelle de croyance».[14] Il convient ainsi de rejeter l'expression «maçonnique démocratique de type cosmopolite», d'«Etat sans distinction de race et de religion». L'*ethnos* roumain qui compose l'Etat national doit être défini par une homogénéité biologique *(omogenitate biologica)* et psychologique qui définit le peuple, le *neam*, à savoir le peuple ou la nation roumaine dans sa dimension exclusivement ethnique et raciale. Le programme de Crainic est par conséquent axé sur huit points dont on retiendra les suivants: la loi du Christ est la loi de l'Etat; l'Etat est le dirigeant suprême de la nation; les professions sont les fonctions organiques de la nation; la proportionnalité numérique [raciale] dans toutes les professions; la destruction du parasitisme judaïque *(distrugerea parazitismului iudaic).* L'ethnocratie proposée par le théologien orthodoxe Crainic consiste donc à éliminer toutes les minorités nationales de la vie publique, à éradiquer le judaïsme de Roumanie et à instaurer dans le pays un régime de type national ethnique fasciste chrétien orthodoxe, basé sur le sang roumain. On comprend que les théoriciens du mouvement légionnaire se sont largement inspiré des conceptions de Crainic et de ses disciples. Celles-ci s'inscrivaient également dans le cadre de la montée du fascisme roumain et de l'implication progressive de l'Eglise orthodoxe roumaine dans les idéologies d'extrême droite, tel qu'on peut le constater aussi dans le journal de la métropolie transylvaine de Sibiu, *Telegraful român* pendant les années 1930 et 1940.[15]

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pendant la Seconde Guerre mondiale l'Eglise orthodoxe s'inspira des auteurs cités ci-dessus et, malgré l'échec du mouvement légionnaire en 1941, l'orthodoxie resta l'élément fédérateur de l'identité nationale et du peuple roumain en guerre contre l'ensemble de ses voisins, comme principalement la Russie communiste. Le métropolite Ireneu Mihalcescu (1874–1948) réunit ainsi dans un ouvrage, *La théologie combattante,* un ensemble de textes condamnant toutes les formes de spiritualité et de pensée non conformes à l'orthodoxie millénaire.[16] Dans la guerre sainte contre le bolchevisme pour récupérer la Bessarabie, l'union des frères roumains orthodoxes de la Grande Roumanie disloquée en 1940 fut invoquée afin de galvaniser le patriotisme roumain aux côtés des forces hitlériennes. L'Eglise orthodoxe défendit la guerre sainte menée par Antonescu en Russie.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après l'instauration du communisme en Roumanie, le nouveau régime fit table rase des anciennes idéologies nationalistes et ethnicistes pendant les années du stalinisme. En 1948, l'Eglise orthodoxe roumaine changea sa politique par rapport à l'Etat et à la nation sous le patriarcat de Justinian Marina (1948–1977), le patriarche qui soumit l'Eglise orthodoxe au nouveau régime communiste de Gheorghe Gheorghiu-Dej (1948–1965). Sous Nicolae Ceausescu (1965–1989) cependant, on vit réapparaître progressivement les anciens concepts relatifs à l'identité nationale et à l'«être national» roumain *(fiinta nationala),* s'inspirant d'ailleurs directement du «noicisme» des années 1930, la philosophie nationaliste de Constantin Noica (1909–1987).[17] L'Eglise orthodoxe légitima son rôle dans l'édification du socialisme par sa place multiséculaire au sein de la nation roumaine *(neam).*

L'APRES 1989

Dès 1989, l'Eglise orthodoxe fut partagée entre les différents pôles de l'échiquier politique roumain.[18] Parmi les grands problèmes qui secouent l'Etat roumain de l'après-communisme et qui concernent directement l'Eglise orthodoxe, citons surtout les questions relatives à la «Nation» et à l'Etat, c'est-à-dire la «Grande Roumanie», la réunification avec la Bessarabie, la question des minorités confessionnelles et «ethniques», le problème de la monarchie et de la République, l'histoire de l'Entre-deux-guerres, dominée jusqu'en 1989 par l'historiographie communiste, et la réhabilitation des mouvements de type fasciste des années 1930.

Au lendemain de la Révolution de décembre, l'Eglise orthodoxe roumaine affirma vouloir, à l'instar du passé, prendre une part active dans la société, et par conséquent dans la politique, jusqu'à se considérer comme l'unique autorité détentrice de la morale et de l'identité roumaine dans la nouvelle démocratie en formation. L'Eglise orthodoxe se présenta comme l'unique institution spirituelle du «peuple» roumain et se considéra par conséquent comme la seule dépositaire de la tradition spirituelle et ethnique roumaine, au grand dam d'ailleurs des autres confessions «ethniquement» roumaines. Pensons notamment aux gréco-catholiques, aux catholiques romains, aux «associations religieuses» de type néo-protestant, mais aussi aux Juifs, aux musulmans de Dobroudja, etc.

Dans le cadre du «ressourcement» idéologique, politique et intellectuel à partir des idéologies de l'Entre-deux-guerres, on vit une renaissance des conceptions de type légionnaire, ou ultra-nationalistes, surtout en ce qui concerne le renouveau religieux. Orthodoxie et extrêmes droites furent à nouveau liées et de

nombreux ouvrages de l'Entre-deux-guerres furent réédités. De la même manière que de nombreuses personnalités de l'Eglise orthodoxe ont été proches du mouvement légionnaire pendant l'Entre-deux-guerres, certains prêtres ont montré leurs sympathies pour le «néo-légionnarisme». Les ouvrages antisémites, anti-maçonniques ou anti-hongrois de cette époque revirent le jour et la revue *Gândirea* fit l'objet d'une réédition anastatique. Des personnalités de l'Eglise orthodoxe écrivirent dans les nouvelles revues apologétiques à la gloire de Codreanu, comme la *Gazeta de Vest.* C'est le cas notamment de Staniloae quelques mois avant sa mort.[19] Il n'est pas étonnant que Staniloae, à l'instar d'autres membres de la hiérarchie orthodoxe, salua la parution du testament des légionnaires Ion Mota (1902–1937) et Vasile Marin (1904–1937) qui ont combattu contre les «communistes» lors de la guerre civile d'Espagne. L'Eglise participa aussi aux mouvements «révisionnistes» ou «relativistes», surtout en ce qui concerne la persécution des Juifs en Roumanie. L'Eglise orthodoxe contribua à cette forme de révisionnisme ou de relativisme, en niant le passé fascisant de l'Etat roumain pendant les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale.[20]

Dans le contexte de la transition post-communiste, le retour aux idéologies d'avant-guerre fut un processus compréhensible en tant que «mode» anticommuniste. Indubitablement, on ne peut se limiter à considérer qu'il s'agit seulement d'une mode passagère liée à la chute du communisme et aux problèmes de la transition. L'ensemble de l'idéologie s'inscrivait dans une tradition de l'Eglise orthodoxe nationale roumaine depuis le début du siècle. Elle maintint son ecclésiologie, notamment influencée par le phylétisme bulgare des années 1860, qui fondait les piliers ecclésiologiques, principalement l'autocéphalie, sur une interprétation ethniciste des Ecritures. L'ethnicité *(etnicitate)* demeure une composante essentielle de l'ecclésiologie contemporaine, même si les canonistes et les théologiens refusent le qualificatif de «ethnophylétiste» *(ethnos-phulon* = race, espèce) pour l'Eglise orthodoxe roumaine contemporaine.

L'Eglise orthodoxe roumaine se comporte toujours comme une institution d'Etat, ou nationale dominante, même si ce n'est plus stipulé comme tel dans la Constitution post-communiste de 1991. Aujourd'hui, certains voudraient que l'Eglise orthodoxe redevienne la religion d'Etat ou nationale dominante de l'Etat roumain, comme le prévoyaient les Constitutions anciennes de 1866 et de 1923.

ORTHODOXIE ET NATIONALISME

Le nationalisme orthodoxe consiste à considérer la «roumanité» comme une notion indissociable de la confession orthodoxe.[21] Ce nationalisme entraîne certaines franges de l'Eglise orthodoxe à de nouveaux extrémismes légitimés

par ce qu'elle appelle la tradition roumaine, le «roumanisme» ou l'«orthodoxisme». Le religieux s'est donc trouvé à nouveau instrumentalisé, surtout par les partis ultra-nationalistes comme le Parti pour la Grande Roumanie (PRM, *Partidul România Mare),* le Parti pour l'Unité nationale roumaine (PUNR, *Partidul Unitatii Nationale din România)* ou les mouvements qui s'inscrivent directement dans la lignée du mouvement légionnaire comme *Miscarea pentru România* (Le Mouvement pour la Roumanie). Ces mouvements tentent de faire de la mystique chrétienne orthodoxe les fondements de la nouvelle société roumaine, voire la seule alternative crédible à la démocratie parlementaire mise en échec par les difficultés de la transition.[22] L'orthodoxie est donc, une fois encore, la solution salutaire et messianique, puisqu'en dehors d'un retour au mysticisme orthodoxe, il n'y aurait point de salut pour l'avenir de la Roumanie. Les grands complots furent à nouveau dénoncés afin de montrer les forces obscures déstabilisatrices contemporaines censées avoir pour objectif d'instaurer un «nouvel ordre mondial» qui menacerait l'authenticité des nations balkaniques et de la «véritable Eglise du Christ», seule garante de l'intégrité ethnique des nations balkaniques. L'Eglise orthodoxe, par une politique «anti-secte» et anti-néo-protestante, tient à se protéger des influences occidentales et américaines en luttant contre toutes les formes d'«hérésies» ou d'«hétérodoxies», accusées de satanisme: l'Union européenne serait soumise à la franc-maçonnerie universelle, elle-même assujettie au nouvel ordre mondial des Nations Unies dirigées par le sionisme international afin d'imposer un gouvernement mondial.[23] Comme l'Eglise orthodoxe considère de manière «axiomatique» qu'il y a une osmose entre l'orthodoxie et la roumanité, toute «évangélisation» venue de l'étranger en Roumanie depuis la chute du communisme ne peut être qu'«étrangère» à l'esprit et à l'«âme roumaine née orthodoxe il y a deux mille ans».

On peut mesurer combien ces propos relèvent avant tout de la politique de mouvements extrémistes qui ont pour objectif de mener des campagnes de dénigrement, de délation et de dénonciation des mouvements démocratiques considérés comme «alliés aux traîtres de la Nation».[24] Il s'agit en fait d'un prétexte religieux pour justifier le maintien d'un régime fort, dictatorial et antidémocratique comme en témoigne la fameuse campagne contre la *Bête de l'Apocalypse Antechrist 666* qui sévit dans les Balkans aujourd'hui. Ce type de comportement peut être, dans une certaine mesure, l'aboutissement extrême de l'ethnicisme prôné par l'Eglise orthodoxe et s'inscrit dans la continuité de l'idéologie légionnaire de Codreanu.

«RENAISSANCE» CHRETIENNE ET TRANSITION DEMOGRAPHIQUE

La «renaissance» chrétienne, jugée corollaire à toute démocratisation, a montré ainsi rapidement ses limites au point d'entraver la démocratisation tant attendue et de mettre parfois en péril aussi les tentatives d'ouverture prônées par les divers mouvements réformateurs, «laïcs» ou ecclésiastiques. Le rôle politique de l'Eglise a montré à nouveau le danger de l'intrusion de l'autorité spirituelle dans les affaires de l'Etat et inversement. En tant qu'Eglise dominante qui tient à se considérer comme la confession nationale majoritaire, à l'instar de sa situation d'avant la Seconde Guerre mondiale, elle encourt le risque, aujourd'hui encore, de se trouver à nouveau assujettie au pouvoir politique et d'être par conséquent tributaire des différentes tendances idéologiques, surtout lorsqu'elles sont ultra-nationalistes et conservatrices. Celles-ci utilisent les fondements et les spécificités de l'orthodoxie contemporaine pour se trouver une légitimité et pour exacerber les antagonismes «interethniques» et culturels.

La transition démocratique et le «renouveau» du religieux ont été dès 1989 considérés comme deux processus complémentaires et même indissociables dans des pays qui, malgré le communisme, ne connurent pas véritablement de laïcisation de la société, comme on pourrait l'entendre dans les pays d'Europe occidentale. A l'aube du 21e siècle, l'orthodoxie en Roumanie se trouve pourtant devant des enjeux fondamentaux pour son avenir. Ce n'est pas seulement le problème de l'orthodoxie en Roumanie aujourd'hui, mais aussi celui de l'ensemble du monde orthodoxe contemporain et de son ecclésiologie, encore largement empreinte des nationalismes du 19e siècle et des mouvements d'extrême droite de l'Entre-deux-guerres. Le lien indéfectible entre la nation et l'Eglise orthodoxe pousse les Eglises locales autocéphales à se laisser instrumentaliser par des Etats qui y trouvent une légitimité nationale. L'avenir du monde orthodoxe, balkanique surtout, passera inévitablement par une remise en question de cette problématique fondamentale pour la paix dans les Balkans et l'organisation du monde orthodoxe contemporain en général.

Notes

1 Z. Ornea, *Anii treizeci. Extrema dreapta româneasca,* Bucuresti 1995; Francisco Veiga, *Istoria Garzii de Fier, 1919–1941. Mistica ultranationalismului,* Bucuresti 1995.

2 Alain Colignon, «Les droites radicales en Roumanie. 1918–1941», *Transitions* 1 (1993), 145–174.

3 Voir surtout les deux ouvrages de base: Corneliu Zelea Codreanu, *Pentru legionari,* Sibiu 1936 et Horia Sima, *Doctrina legionara,* Madrid 1980.

4 Nae Ionescu, *Indreptar ortodox,* Wiesbaden 1957; *Roza vînturilor,* Bucuresti 1990; *Suferinta*

rasei albe, Iasi 1994; *Intre ziaristica si filosofie*, Iasi 1996 et *Fenomenul legionar*, Bucuresti 1993 (Nous citons ici dans les notes la plupart des ouvrages de l'Entre-deux-guerres dans les rééditions d'après 1989).

5 Constantin Radulescu-Motru, *Românismul. Catehismul unei noi spiritualitati*, Bucuresti 1992 et *Etnicul românesc. Nationalismul*, Bucuresti 1996.

6 Nicolae C. Paulescu, *Instincte, Patimi si conflictite*, Bucuresti 1995.

7 Ioan Gh. Savin, *Iconoclasti si apostati contemporani*, Bucuresti 1995 et *Apararea credintei. Tratat de apologetica*, Bucuresti 1996.

8 Emil Pintea, *Gândirea 1921–1944. Indice bibliografic adnotat*, Cluj-Napoca 1998.

9 Voir la position officielle de l'Eglise orthodoxe dans *Biserica ortodoxa. Inaintemergatoarea Statului nationalist român*, Sibiu 1940.

10 Dumitru Staniloae, *Ortodoxie si românism*, Sibiu 1939.

11 Nichifor Crainic, *Ortodoxie si etnocratie. Cu o anexa: programul Statului etnocratic*, Bucuresti 1938. Voir aussi *Puncte cardinale in haos*, Iasi 1996.

12 Crainic (voir note 11), 262.

13 Crainic (voir note 11), 271.

14 Crainic (voir note 11), 275.

15 Voir notamment les articles de Dumitru Staniloae dans *Bibliografia parintelui academician profesor Dr. Dumitru Staniloae*, Bucuresti 1993.

16 Ireneu Mihalcescu, *Teologia luptatoare*, 1994.

17 Constantin Noica, *Sentimentul românesc al fiintei*, Bucuresti 1996.

18 Voir notamment Emil Marinescu et Vincent Cernea, «L'espace religieux roumain», in Nicolas Pélissier, Alice Marrié et François Despres (éd.), *La Roumanie contemporaine. Approches de la «transition»*, Paris 1996, 195–263.

19 Dumitru Staniloae, «Ofranda adusa lui Dumnezeu de poporul român», *Gazeta de Vest, Almanah 1994. Legiunea arhanghelul Mihail de la trecut la prezent* (1994), 165; voir aussi dans le même vol., Protopop Ioan Sima Dragoi, «Valoarea politica si militara a dobândit nimbul sfinteniei si al cinstirii» preot Stefan Straja, «Mota si Marin sunt sfinti români», preot Vasile Gordon, «Mota si Marin l-au slujit pe Dumnezeu», 165–166. Voir aussi, Parintele Constantin Galeriu, «Mota si Marin trebuiesc pomeniti în rînd cu sfintii», *Gazeta de Vest, Biserica despre jertfa lui Mota si Marin*, 18 (82)(1993), 19. Voir aussi le livre du prêtre Stefan Palaghita, réédité à Bucarest en 1993: *Garda de Fier spre reînvierea României*, Buenos Aires 1951.

20 Alexandru M. Ionita, «Atitudinea Bisericii ortodoxe fata de evrei între 1918–1945 în Muntenia, reflectata în publicatiile vremii si în documente de arhiva», *Biserica Ortodoxa Româna* CVIII (1990), 7–10, 203–211.

21 Selon le principe de Nae Ionescu, «Suntem, ca atare, ortodocsi, pentruca suntem români, etc.», in *îndreptar ortodox*, 83.

22 Voir par exemple, parmi les nombreuses publications des Editions Gordian (Timisoara): Gabriel Balanescu, *Din împaratia mortii*, 1994; Ovidiu Gules, *Mort sau viu. O carte pentru tânarul român*, 1994.

23 Voir aussi le livre préfacé par Dumitru Staniloae, *Biserica si sectele. Adevar si Ratacire*, Bucuresti 1992. Voir Maria Ioannou Antonopoulou, *Nu va lepadati de Hristos. Nu va insemnati cu 666*, Atena 1987; Dimitriou K. Skartsiouni, *Profetii despre antihrist*, Atena 1991; *New Age (noua era) Miscare oculta îndreptata împotriva religiei crestine*, 1993; Kallinikou Karousou, Mitropolitou Peiraios, *Noile buletine antihrist 666*, Atena 1993.

24 Voir aussi G. Nedei, *Imperialismul catolic. O noua ofensiva anti-româneasca*, Bucuresti 1993.

ZUSAMMENFASSUNG

ORTHODOXIE UND EXTREME RECHTE IN RUMÄNIEN. VOM FASCHISMUS DER 30ER JAHRE ZUM ULTRANATIONALISMUS VON HEUTE

In der Zwischenkriegszeit und seit dem Zusammenbruch des Kommunismus haben sich für das Verständnis und die Interpretation der Beziehungen zwischen der Orthodoxie, dem Nationalismus und den Bewegungen der extremen Rechten in Ost- und Südosteuropa zahlreiche Probleme ergeben. In Rumänien war die Orthodoxie ein integraler Bestandteil der Legionärsideologie, und die orthodoxe Kirche des Landes entwickelte im Lauf des 20. Jahrhunderts bisweilen radikal nationalistische Positionen.

Seit dem 19. Jahrhundert haben sich die orthodoxen Kirchen den nach dem Zusammenbruch des osmanischen Reiches entstandenen Staaten untergeordnet. Seitdem etablierten sich enge Beziehungen zwischen den Kirchen, den Staaten und den neuen christlichen «Völkern» beziehungsweise «Nationen» Südosteuropas. Die faschistische Legionärsbewegung war der rumänischen Orthodoxie eng verbunden und sowohl im «Rumänismus» und der «Mystik des Ultranationalismus» stark verwurzelt. Die Zeitschrift Gândirea (Das Denken) war in der Zwischenkriegszeit eine klar rechtsextreme, intellektuelle Bewegung, der auch Mitglieder der orthodoxen Kirche Rumäniens angehörten. Diese Zeitschrift rechtfertigte die Tradition, den Autochthonismus, die Orthodoxie, den Rumänismus, die rumänische Ethnokratie und den «neuen Menschen». Sie schuf so etwas wie die Verschmelzung europäischer Faschismen mit der nationalen Orthodoxie Rumäniens. Die vom Theologen Nichifor Crainic entwickelte Ethnokratie zielte darauf ab, alle nationalen Minderheiten aus dem öffentlichen Leben zu entfernen, das Judentum in Rumänien auszurotten und im Land ein auf dem «rumänischen Blut» beruhendes, national-ethnisches, faschistisches, christlich-orthodoxes Regime zu etablieren. Die Vordenker der Legionärsbewegung stützten sich weitgehend auf die Konzepte von Crainic ab.

Seit 1989 bekräftigt die orthodoxe Kirche Rumäniens ihren Willen, in der Gesellschaft wie früher eine aktive Rolle zu spielen. In der Folge kam es zu einer Renaissance von Konzepten ähnlich jenen der Legionärsbewegung und der Ultranationalisten. Wiederum verbanden sich Orthodoxie und extreme Rechte, und zahlreiche einschlägige Werke aus der Zwischenkriegszeit wurden wieder aufgelegt. Erneut wurden grosse Komplotte beschworen, ebenso destabilisierende, dunkle Mächte, deren Ziel es angeblich sei, eine «neue Weltordnung» herzustellen, welche die Authentizität der südosteuropäischen Nationen und der «wahren christlichen Kirche» bedroht. Die im Gefolge der Demokratisierung

einsetzende «Renaissance des Christentums» stiess rasch an ihre Grenzen, ja sie erwies sich geradezu als Hindernis für die Demokratisierung des rumänischen Staates. Einmal mehr zeigen sich am Beispiel der politischen Rolle der Kirche in Rumänien die Gefahren des Vordringens der geistlichen Autorität auf das Feld von Politik und Staat, wie im übrigen auch des umgekehrten Vorgangs.

(Übersetzung: Albert Schnyder Burghartz)